



PHILIPPE JOCK

NEWS

MadinMag : Quel est votre objectif en tant que patron des patrons martiniquais ?

Philippe Jock : En toute modestie, j'espère apporter ma contribution au développement économique et social de la Martinique. J'ai défini, avec le Conseil d'administration qui a été renouvelé en juillet, trois axes majeurs : le dialogue social, l'emploi des jeunes et – plutôt que le terme lobbying qui peut avoir une connotation péjorative – la volonté d'être une force de proposition auprès des collectivités.

Que faut-il faire justement pour améliorer le dialogue social ?

Agir sur l'amélioration du dialogue social au niveau des branches professionnelles. Certaines sont d'ailleurs très dynamiques : celles du bâtiment, de l'agriculture ou encore de la filière canne-sucre-rhum. Un dialogue constructif doit s'instaurer entre les partenaires sociaux. Il est temps aussi de mener, plutôt que des réflexions, des actions pour que soient enfin effectives l'égalité homme/femme, la gestion des carrières...

Depuis trois mois, je suis allé à la rencontre de la plupart des centrales syndicales. Je n'ai plus que trois syndicats à rencontrer. Nos échanges ont été francs et directs et je serai en sorte qu'ils le demeurent : se dire les choses, c'est essentiel.

Comment ressentez-vous le climat social actuel, celui d'après février 2009 ?

Il y a aujourd'hui une réelle prise de conscience des problèmes qui ont conduit à la crise de 2009, problèmes amplifiés par la crise mondiale que, nous aussi, nous subissons. Je crois que les patrons ont retenu les leçons et sont

plus ouverts au dialogue. S'il reste encore de la méfiance, il faut l'éradiquer et cela suppose que soient respectés les droits et les devoirs de part et d'autre.

Le Medef veut aussi se pencher sur le chômage des jeunes...

Pres de 60% des jeunes Martiniquais n'ont pas d'emploi et s'il est vrai que les entreprises sont réticentes quant au recrutement en période de crise, il faut admettre que cette population est segmentée, entre des personnes surdiplômées d'un côté et des problèmes d'illettrisme de l'autre. Il faut donc réévaluer nos besoins, à plus ou moins long terme, tout en adaptant la formation aux besoins réels des entreprises.

...et se faire entendre des collectivités.

Il faut continuer à être une force de proposition auprès des collectivités régionales. Aujourd'hui, les martiniquais sont conscients que le développement économique passe majoritairement par les entreprises même si la collectivité régionale contribue à son orientation à travers les dispositifs d'aide et d'accompagnement. Il est

La loi de finance 2012 prévoit la fin d'une partie des dispositifs de défiscalisation en outre-mer. Mauvaise nouvelle ?

Je tiens à préciser que la défiscalisation n'est pas une niche fiscale, comme a voulu le faire croire le gouvernement, mais un dispositif qui avait pour vocation de contribuer à limiter les handicaps de nos économies insulaires. Nous ne refusons pas de contribuer au redressement de l'économie nationale, mais nous ne pouvons pas non plus participer au-delà de nos capacités contributives.

Carnet de route du Medef

« le développement économique passe par les entreprises »